

Réponse à tout... sauf aux Gilets jaunes ? Pourquoi l'intelligence de Macron participe plus du problème que de la solution à la crise de défiance qui ébranle la société française



La performance d'Emmanuel Macron lors de l'ouverture du Grand Débat a largement été saluée par la presse.

Avec Frédéric Mas

Avec Jean-Baptiste Noé

Atlantico : Malgré la performance d'Emmanuel Macron, ne peut-on pas dire que les qualités du Président sont aussi aujourd'hui ses défauts ? La France a-t-elle réellement besoin d'un Président qui sache tout sur tout et se donne dès lors pour tâche d'être le chef d'orchestre de l'optimisation de l'action politique ?

Frédéric Mas: Emmanuel Macron est intelligent, brillant orateur et dispose d'une grande capacité de travail. Ce sont les qualités d'un bon administrateur, mais ça ne suffit pas en politique, en particulier par temps de crise. En démocratie, on ne s'adresse pas à des administrés mais à des citoyens, c'est-à-dire des individus qui n'ont peut-être pas votre expertise, mais qui sont en droit de vous demander des comptes.

Quand l'entourage du président répète que le gouvernement a « manqué de pédagogie » sur la crise des Gilets jaunes, il continue à réduire la politique à de la gestion administrative : vous avez mal compris nos experts, on va vous réexpliquer. Le rapport entre administrateurs et administrés est hiérarchique. Il n'est pas question d'interroger ou de participer à la fabrication des décisions publiques avec les gouvernants, seulement de les intérioriser. Emmanuel Macron a sans doute plein de qualités, mais comme le superbe Coriolan de Shakespeare, il semble avoir du mal à admettre que l'égalité politique demande de s'abaisser à la hauteur des citoyens ordinaires.

Jean-Baptiste Noé : Emmanuel Macron a parlé sans note durant six heures aux maires de Normandie. Et alors ? Ou plus exactement, pour quoi faire ? C'est effectivement une prouesse, mais on attend du Président des réformes et des résultats, pas un one man show sur scène. On sait le goût d'Emmanuel Macron pour le théâtre, il l'a encore montré en se livrant à cette comédie. Chacun peut admirer le comédien, mais ce n'est pas cela que l'on attend d'un Président.

La crise des gilets jaunes est le résultat de deux causes : une fiscalité trop lourde et une absence de subsidiarité, c'est-à-dire une trop grande verticalité du pouvoir politique qui détruit les échelons intermédiaires. Or la prestation d'Emmanuel Macron est le signe d'un renforcement du pouvoir présidentiel et d'un effacement de la subsidiarité. On attend tout du président et on pense qu'il suffira d'un discours et d'une pièce de six heures pour régler les problèmes. Les ministres sont effacés, les députés, représentants de la nation, sont incapables de jouer leur rôle, surtout qu'ils ont été recrutés par tirage au sort. Du coup, la seule autorité politique qui demeure, c'est le Président. Emmanuel Macron n'a pas rompu avec l'ancien monde, il l'a exacerbé et conduit à son paroxysme. Désormais, il y a les Français et lui, et aucun intermédiaire entre les deux. Donc tous les problèmes lui sont attribués. D'où cette haine irrationnelle à

son égard, mais qu'il contribue à alimenter par la destruction des corps intermédiaires.

Le grand débat aurait dû avoir lieu au Parlement ; il sert à cela. Ou bien, il aurait dû dissoudre l'Assemblée nationale. Dans une démocratie, un grand débat, ça s'appelle une élection et ça se tranche par le vote.

Le problème de notre Président n'est-il pas que sa capacité à concentrer décisions et actions politiques sous son contrôle entretient paradoxalement une forme de défiance comparable à celle que nous connaissons vis-à-vis de nos institutions habituées à la présence de forts Etats Providence ?

Frédéric Mas : Le président de la république est le centre même de cet État providence, qui, en devenant obèse, défait le tissu social du pays. Comme l'a montré Philippe Raynaud dans son livre *L'esprit de la 5e république* (Perrin, 2017), la 5e république le propulse sur le devant de la scène pour en faire à la fois le nouveau centre de légitimité du régime, grâce à l'élection directe, et le centre de commandement de cet Etat interventionniste chargé du dialogue social et de la prospérité économique.

Contrairement à l'économie de marché, qui valorise les échanges comme autant de jeux à somme positive, la politique de redistribution portée par cet Etat-providence est un jeu à somme nulle. Elle suppose la plupart du temps de déshabiller Paul pour habiller Pierre. Plus l'Etat intervient, plus il redistribue les ressources disponibles en fonction des intérêts de certaines clientèles et au détriment d'autres, générant au final frustration et défiance là où il est supposé protéger la cohésion sociale. Emmanuel Macron qui vient de la haute fonction publique, fonctionne avec le même logiciel que ses prédécesseurs, et pense pouvoir réformer par le haut, en usant de l'outil redistributif. La nouveauté, c'est que l'Etat-providence est en bout de course, et que la pression fiscale qui le fait vivre n'épargne plus personne.

Jean-Baptiste Noé : Il est devenu un hyper président, beaucoup plus que Nicolas Sarkozy et François Hollande. Ses ministres sont inconnus et le Premier ministre n'a ni charisme ni poids politique. Il est sans gouvernement et sans députés compétents à l'Assemblée. Il est seul, sans passé et donc sans futur. Donc il n'y a pas de paratonnerre entre lui et la colère populaire.

Il y a un rapport pathologique et irrationnel à l'égard de l'État et du Président. On attend tout d'eux, et comme ils ne peuvent pas tout, ils ne peuvent que susciter la déception et la haine.

La seule solution, ce n'est pas la décentralisation, mais la subsidiarité. C'est-à-dire permettre aux échelons intermédiaires de jouer leur rôle. Les collectivités locales d'une part, mais aussi les associations, les familles, les personnes.

On le voit avec la mesure des 80 km/h, qui a été le facteur déclenchant de la révolte des gilets jaunes. Il est absurde de décider depuis un bureau de la modification de la vitesse sur toutes les routes de France, sans tenir compte des cas locaux. C'est aux départements à décider de la vitesse sur les routes, qu'il faut parfois mettre plus bas que 80 km/h et parfois plus haut. C'est cet échelon-là qui est compétent sur ce sujet, non l'échelon national.

Dès lors, en quoi la posture présidentielle actuelle peut-elle être délétère ?

Frédéric Mas : Même si Emmanuel Macron fait beaucoup d'effort pour l'éviter, en particulier en renouant le dialogue avec les élus locaux, il est peut-être en train d'inventer une forme de « progressisme autoritaire », qui pourrait le conduire à l'impasse politique. Personne dans la population n'est prêt à voter pour cette chimère. Son style technocratique n'est pas sans rappeler un autre énarque, Alain Juppé, qui comme lui avait préféré rester « droit dans ses bottes » face aux mouvements sociaux qui protestaient contre la réforme de la sécurité sociale en 1995. L'histoire s'est mal terminée, et le premier ministre s'est retrouvé marginalisé pendant plus d'une décennie.

La crise d'aujourd'hui, celle des Gilets jaunes, montre qu'Emmanuel Macron est au pied du mur. S'il se contente comme ses prédécesseurs de quelques réformes cosmétiques au lieu de s'attaquer de front au périmètre d'un Etat-providence vieillissant, c'est la légitimité politique même du régime qui pourrait en être atteinte, creusant définitivement le fossé entre le peuple et ses élites.

Jean-Baptiste Noé : Le grand débat sera un échec : que peut-il en sortir ? Son existence même est l'aveu de l'échec du président. Nous sortons, avec les primaires et les élections de près de deux ans de campagnes électorales, c'est-à-dire de débat. Et un an et demi après, le parti au pouvoir refait un débat ? C'est donc avouer qu'il n'a ni programme ni direction. Pendant les présidentielles, Emmanuel Macron avait dit qu'il ne servait à rien d'avoir un programme électoral. On voit désormais les limites d'une telle assertion : il ne sait pas quoi faire.

L'échec de son quinquennat est acté. Puis viendra l'échec du débat et la défaite cuisante lors des Européennes. Que va-t-il rester de lui en juin 2019 ? Il va concentrer les haines de plus en plus fortes, et donc la violence. Depuis deux mois de crise des gilets jaunes, il y a déjà plus de dix morts, et des manifestations toutes les semaines. En province, de très nombreuses voitures mettent le gilet jaune sur leur plage avant, ce qui traduit un enracinement très profond du mouvement. Emmanuel Macron ne pourra pas l'arrêter. Il aurait fallu une dissolution, mais il est maintenant trop tard. On peut craindre une montée croissante de la violence, donc des affrontements, et un pays qui sombre dans l'inconnu. Le comédien Macron a voulu jouer le rôle d'un président, il risque de se retrouver dans celui de Richard III et de finir seul et abattu, cherchant un cheval pour sauver son royaume.